



La quinzaine nordique

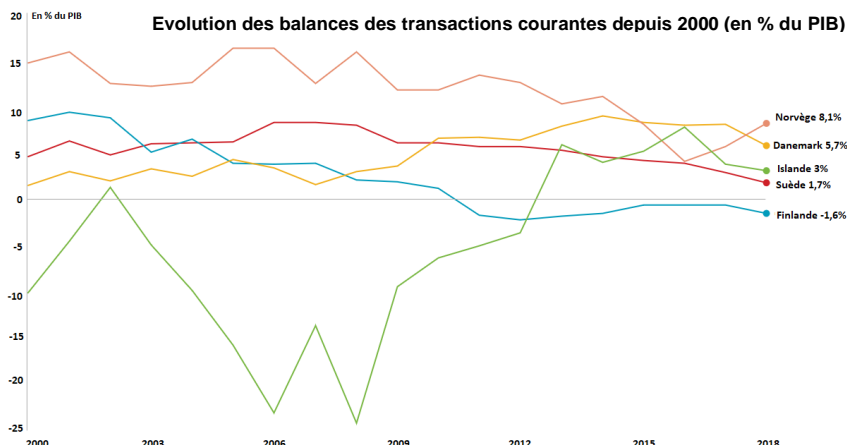
© DG Trésor

N° 188 du 16 décembre 2019

Pays Nordiques

Balance des transactions courantes.

L'évolution des balances des transactions courantes contraste fortement entre les pays nordiques. En effet, si la Norvège reste fortement excédentaire (8,1% du PIB en 2018) en raison de son pétrole notamment, la balance islandaise fluctue de manière importante d'une année à l'autre alors que la Finlande (-1,6% du PIB en 2018) est dans le rouge depuis cinq ans.



Country	Ranking in 2020 report	Ranking in 2019 report	Score in 2020	Score in 2019
New Zealand	1 →	1	86.8	87
Singapore	2 →	2	86.2	85.8
Hong Kong	3 ↑	4	85.3	85.1
Denmark	4 ↓	3	85.3	85.2
South Korea	5 →	5	84	84
US	6 ↑	8	84	83.6
Georgia	7 ↓	6	83.7	83.5
UK	8 ↑	9	83.5	83.6
Norway	9 ↓	7	82.6	82.9
Sweden	10 ↑	12	82	82

Doing Business 2020. Le rapport annuel de la Banque mondiale sur les pays bénéficiant du meilleur climat des affaires, de la création d'une entreprise jusqu'à sa liquidation, confirme l'attractivité des pays nordiques. Trois pays nordiques se classent dans le top 10 : le Danemark 4^{ème}, la Norvège 9^{ème} et la Suède 10^{ème}. La Finlande et l'Islande occupent respectivement la 20^{ème} et 26^{ème} places sur les 190 pays étudiés. La France se classe 32^{ème}.

Danemark

Fonds pour un avenir vert. La loi de finances, présentée par le gouvernement social-démocrate, a été votée par le Parlement le 2 décembre 2019. 25 Mds DKK (3,3 Mds €) seront alloués à la création d'un « Fonds pour un avenir vert » afin d'investir dans des projets de développement durable et de créer des emplois verts. En outre, d'ici 2030, 2 Mds DKK (270 M €) seront également destinés à des initiatives de gel de terres agricoles, afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture.

Impôt européen sur les sociétés. L'OCDE a proposé d'introduire un taux minimum d'imposition sur les bénéficiaires, afin de lutter contre la concurrence fiscale. Selon l'organisation professionnelle des employeurs danois, *Dansk Erhverv*, le think tank *Cepos* et la société industrielle *Danfoss*, l'introduction d'une telle taxe en Europe provoquerait une réaction fiscale aux Etats-Unis. Selon *Cepos*, l'augmentation des taxes américaines pesant sur les entreprises danoises pourrait coûter jusqu'à 14 Mds DKK (2 Mds€) au Trésor public danois. La Commission européenne avait déjà fait une proposition similaire en 2011, aujourd'hui appuyée par la France.

Secteur bancaire. Dans un contexte où de nombreuses banques danoises ont introduit des taux d'intérêt négatifs sur certains de leurs dépôts, la nouvelle banque *Facit Bank* offre à ses clients des taux positifs pouvant aller jusqu'à 1%. Néanmoins, une condition de durée est imposée : le taux d'intérêt atteint 1% seulement pour les dépôts de 5 ans et plus, et baisse à 0,25% pour ceux d'une durée minimale de trois ans. De même, un plafond de 745 000 DKK (99 000 €) a été fixé.

Investissements immobiliers en France. PFA, l'un des plus grands fonds de pension danois, a annoncé trois nouveaux investissements immobiliers en France pour un montant total de 3,4 Mds DKK (455 M€). Ces projets consistent notamment en la construction de bureaux et d'un immeuble résidentiel au square d'Orléans à Paris. En octobre, le directeur général de PFA, Allan Polack, avait déclaré que le fonds de pension se tournerait davantage vers les pays étrangers durant les prochaines années pour de nouveaux investissements immobiliers, notamment en Europe, en Asie et aux États-Unis : « *Les marchés financiers connaissent de grands changements et il est donc important d'ajuster la composition des économies des clients pour garantir des rendements solides à long terme* ».

AOP/Litige « feta ». La Commission européenne a poursuivi le Danemark en justice parce que les laiteries danoises continuent à utiliser l'appellation grecque « feta » sur plusieurs marchés d'exportation de fromage. Pourtant, la Commission avait déjà averti les autorités danoises du caractère illégal de cette pratique en janvier 2018. Alors que la Commission considère l'utilisation du nom feta comme interdite lorsque le fromage n'est pas produit en Grèce, les



laiteries danoises estiment avoir le droit d'utiliser cette appellation dans le cas où le fromage est exporté vers un pays tiers n'ayant pas conclu d'accord commercial avec l'UE. Le litige sera finalement tranché par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE).

Finlande

Gouvernement. Le Premier ministre Antti Rinne (parti social-démocrate) a remis sa lettre de démission au Président de la République le 3 décembre après seulement 6 mois de mandat. Cette démission intervient notamment suite à la grève de la Poste finlandaise (conséquence du passage sous un régime de convention collective moins avantageux pour certains employés). De plus, la pression de la part du parti du Centre et ses remarques répétitives sur un manque de confiance ont également contribué à la démission d'Antti Rinne. Un nouveau gouvernement de coalition composé des mêmes partis a pris ses fonctions le 10 décembre. Il est dirigé par la vice-présidente du parti social-démocrate, Sanna Marin, et 4 ministres changent de portefeuille ou voient leurs champs de responsabilité modifiés.

Situation économique. Les chiffres de la croissance du 3^{ème} trimestre de l'année ont été publiés fin novembre par le Centre des statistiques finlandais. Ils font état de l'étonnante résilience de l'économie finlandaise, alors même que ses principaux partenaires commerciaux connaissent des ralentissements plus significatifs. La croissance pour l'ensemble de l'année 2019 devrait ainsi s'établir autour des 1,5%, portée en particulier par la progression de la consommation domestique, en lien avec la hausse continue du taux d'emploi ces derniers mois. Des signes de faiblesse de l'économie sont toutefois présents : les investissements dans la construction résidentielle se tarissent et le rythme de croissance des exportations faiblit. Les incertitudes liées à la conjoncture mondiale actuelle et des facteurs internes à la Finlande expliquent cependant que les prévisions pour l'année 2020 ne soient pas aussi optimistes (de l'ordre de 1%).

Islande

Lutte contre la pollution. Le vendredi 6 décembre, le ministre de l'Environnement et des Ressources naturelles, Guðmundur Ingi Guðbrandsson, a annoncé la mise en place d'une réglementation limitant drastiquement l'utilisation de fioul lourd dans les eaux territoriales d'Islande. La teneur en soufre autorisée résultant de la combustion des fiouls lourds, actuellement fixée à 3,5%, sera limitée à 0,1% à partir du 1^{er} janvier 2020 dans les eaux territoriales islandaises. En dehors des eaux territoriales, la teneur en soufre ne pourra dépasser les 0,5% dans la zone islandaise de prévention de la pollution (Icelandic Pollution Prevention Zone) en conformité avec ce que prévoit l'annexe VI de la convention internationale pour la prévention de la pollution marine par les navires (MARPOL) ratifiée par l'Islande en février 2018.

Fiscalité. Le Parlement islandais a adopté une nouvelle loi concernant l'impôt sur le revenu, conformément aux engagements pris par le gouvernement auprès des partenaires sociaux lors des négociations collectives d'avril dernier. Cette loi aménage le système fiscal en créant une troisième tranche d'imposition pour les bas revenus avec l'objectif de baisser les impôts sur les plus bas salaires et ainsi d'améliorer leur pouvoir d'achat. Avec cette réforme, le contribuable moyen paierait entre 70 000 et 120 000 ISK (508-871€) en moins d'impôts sur le revenu chaque année.

Norvège

Bourse. Euronext a annoncé l'acquisition de 66% du capital de Nord Pool, une bourse spécialisée dans les échanges physiques d'électricité, basée à Oslo. Le montant de la transaction sera de 56 M€, ce qui valorise Nord Pool à 84 M€. Les gestionnaires de réseau de transport nordiques et baltes qui possédaient 100% de la bourse nordique en conserveront 34%. Cette opération renforce la présence d'Euronext en Norvège après l'acquisition de la Bourse d'Oslo en début d'année. Nord Pool possède des clients dans 14 pays (essentiellement dans les pays baltes et en Europe du Nord) et a généré 40 M€ de chiffre d'affaire en 2018 pour les 524 TWh échangés sur cette Bourse cette année-là.

Ferroviaire. La société nationale ferroviaire norvégienne Vy a été retenue par l'agence nationale du ferroviaire (*Jernbanedirektoratet*) dans le cadre de l'appel d'offres du lot n°3, incluant la ligne nationale Oslo-Bergen, mais également des lignes régionales comme Bergen-Arna. La durée du contrat sera de 9 ans plus 2 ans d'extension possibles. L'agence précise que Vy a proposé la meilleure offre à la fois en matière de qualité des prestations pour les usagers mais également sur la maîtrise des coûts. Les autres prétendants à cet appel d'offres étaient l'Allemand Bahn Arriva et le Suédois SJ.

Pêche et aquaculture. Les exportations de produits de la mer norvégiens devraient atteindre un nouveau record à la fin de la semaine et dépasser pour la première fois 100 Mds NOK (9,9 Mds€). Pour les éleveurs de saumon et les pêcheurs, cela se traduit par un bénéfice de 20 Mds NOK (2 Mds€) cette année. « La faible couronne et les cours très élevés du saumon et de la morue expliquent notamment cette tendance », selon l'analyste des marchés des produits de la mer de Nordea Markets, Kolbjørn Gissegård. La Chine est le marché qui a enregistré la plus forte croissance (+35% en un an, de 3,7 à 4,7 Mds NOK soit de 370 à 470 M€), suivie par le Vietnam et la Thaïlande.



Suède

Ericsson. Le géant suédois de la télécommunication a accepté de payer une amende de plus d'1 Md\$ (100 M€) au ministère américain de la Justice et au régulateur financier. Ericsson a ainsi reconnu la mise en place d'un système de versement de pots-de-vin entre 2000 et 2016. Ces pots-de-vin, d'un montant de près de 670 MSEK (64 M€) auraient été versés à des clients ou fonctionnaires pour garantir l'obtention de contrats d'infrastructures de télécommunications à Djibouti, en Chine, au Vietnam, en Indonésie et au Koweït.

Union bancaire. La commission d'experts suédoise, mandatée dans le contexte de la relocalisation de Nordea en Finlande pour évaluer l'intérêt de la Suède à rejoindre l'Union bancaire, a rendu ses [conclusions](#) le 9 décembre dernier. Conformément à son mandat, elle n'émet aucune recommandation mais dresse un inventaire exhaustif des arguments pour ou contre une adhésion suédoise. L'agence publique Sieps, qui fait office de think tank sur les questions européennes, avait également publié un [rapport](#) ces dernières semaines sur le même sujet, avec des conclusions relativement ouvertes tout en précisant qu'il n'est pas certain qu'il soit optimal de rejoindre l'Union bancaire aujourd'hui pour la Suède compte-tenu du caractère encore largement incomplet de sa structure actuelle.

Adhésion à l'UEM. Selon le dernier sondage de l'Office suédois des statistiques (SCB), 62,5% des Suédois sont toujours contre une intégration du pays dans l'UEM et l'adoption de l'euro (60,5% des hommes et 64,6% des femmes), alors que 21,4% sont pour (25% des hommes et 17,9% des femmes) et 16% indécis (14,5% des hommes et 17,5% des femmes). L'opposition à une intégration de la Suède à la zone euro diminue globalement depuis 2012 et, à l'inverse, la part des proeuro augmente lentement mais aussi celle des indécis. Un référendum sur le sujet, comme en septembre 2003 (résultats : 55,9% contre, 42% pour et 2,1% indécis), n'est pas envisagé à moyen terme ni par le gouvernement Löfven, ni par l'opposition.

Croissance. Selon l'Office suédois des statistiques (SCB), la croissance trimestrielle a atteint 0,3% (T2-T3 2019), soit légèrement plus que les anticipations des analystes locaux (0,2%). La croissance en glissement annuel s'établit à 1,6%, notamment tirée par le commerce extérieur qui bénéficie de la faiblesse de la couronne.

Rémunération. Le salaire médian des employés (20-64 ans) nés en Suède était de 336 000 SEK (32 150 €) en 2017 (28 000 SEK/mois soit 2 680€) avant impôts, contre 237 000 SEK (22 600€) soit 19 750 SEK/mois (1 890€) pour ceux nés à l'étranger.

Société civile. La valeur ajoutée des activités économiques menées par près de 258 000 associations suédoises, essentiellement à but non lucratif (près de 65% des établissements), a atteint 146 Mds SEK en 2017 (14 Mds€), soit l'équivalent de 3,2% du PIB (3% en 2016). La société civile suédoise compte désormais 200 000 employés dont 60% de femmes, soit 4,1% de la population active du pays.

Contrefaçon. Selon l'agence nationale des brevets et des enregistrements (PRV), les produits contrefaits représentent plus de 1,5% des importations suédoises. Les violations internationales des droits de propriété intellectuelle suédoise (le « *Made by Sweden* ») dans le monde représenteraient, quant à elles, 2% des ventes globales de produits manufacturés suédois (incluant exportations et ventes domestiques), ce qui correspond à une perte de plus de 7 000 emplois pour les groupes suédois. Les domaines les plus touchés par la contrefaçon concernent par ordre d'importance : les pièces détachées automobiles, les machines et équipements industriels (roulement à billes), les vêtements, les jouets et les montres. Les produits contrefaits identifiés par la police et les douanes suédoises viennent essentiellement de Chine, de Hong Kong, de Singapour et de Turquie. *In fine*, la perte de revenus fiscaux pour l'Etat représenterait près de 1 Md\$, soit un peu plus de 0,2% du PIB.

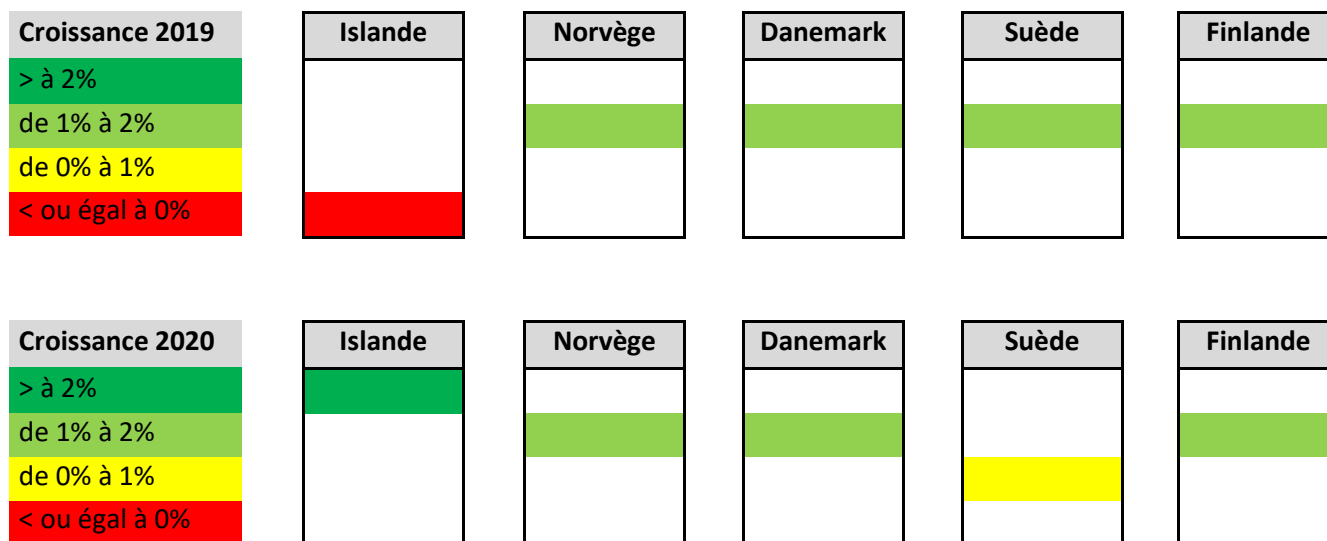
STMicroelectronics–Norstel. Le fabricant franco-italien de semi-conducteurs a exercé une option de février 2019 pour porter sa participation de 45% à 100% du capital du suédois Norstel AB, pour un coût total de 125 M€. Ce dernier, basé à Norrköping avec 40 employés, produit de plaquettes en carbure de silicium (SiC) et prendra le nom de STMicroelectronics Silicon Carbide AB.

Shippeo. L'entreprise française, spécialiste du suivi de livraison en temps réel grâce à un algorithme de géolocalisation, vient de s'implanter à Stockholm pour y développer son activité nordique. En France Shippeo propose déjà ses services notamment à Volvo AB et l'implantation prochaine d'Amazon en Suède justifie sans doute une présence locale dans la mesure où les livraisons sur le dernier kilomètre (LMD, pour Last Mile Delivery) devraient augmenter considérablement dans les années à venir.



La quinzaine nordique – 16 décembre 2019 © DG Trésor

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions d'hiver (février 2019)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020
PIB										
Gouvernement	1,7	1,6	1,7	1,2	2,1	3,4	1,6	1,4	-	-
Banque centrale	1,8	1,7	1,6	1,5	2,0	2,3	1,3	1,2	-0,2	1,9
Institut stat./conj****.	2,0	1,7	2,4	1,4	2,1	2,5	1,5	1,3	-0,2	2,6
Commission*	2,0	1,5	1,4	1,1	1,6	1,9	1,1	1,0	-0,2	1,8
FMI**	1,7	1,9	1,2	1,5	1,9	2,4	0,9	1,5	0,8	1,6
OCDE***	2,1	1,7	1,5	1,4	1,8	2,1	1,6	1,6	1,0	2,4
SEB	1,9	1,7	1,5	1,6	2,0	2,9	1,5	1,3	-	-
Nordea	1,8	1,5	1,2	1,0	2,5	2,3	1,4	1,0	-	-
Danske Bank	2,0	1,3	1,2	1,8	2,6	2,2	1,0	0,7	-	-

Source :

* Prévisions d'automne (novembre 2019)

** World Economic Outlook (avril 2019)

*** Perspectives économiques (mai 2019)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statische

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration



2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020
Déficit public										
Gouvernement	0,2	0,0	-0,6	-0,3	7,2	7,6	0,6	0,3	-	-
Commission*	2,2	0,5	-1,1	-1,4	8,4	8,5	0,3	0,1	0,9	0,4
FMI**	0,2	0,0	-0,7	-1,0	7,6	7,8	0,4	0,3	-0,7	0,1
OCDE***	0,3	0,2	-0,4	0,1	7,8	7,8	0,8	1,0	0,0	-0,2

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020
Dette publique										
Gouvernement	34,6	33,5	59,1	57,8	-	-	34,5	33,4	-	-
Commission*	33,0	32,3	59,2	59,3	36,7	33,8	34,6	33,4	39,0	37,7
FMI**	33,0	31,8	58,9	59,1	40,0	40,0	36,9	35,4	33,6	31,5

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020
Autres										
inflation (IPCH)*	0,8	1,3	1,2	1,4	2,3	2,0	1,7	1,5	3,3	2,8
cons. privée*	1,5	2,0	0,6	1,1	1,9	2,1	0,8	1,5	2,0	2,5
chômage (BIT)*	4,9	4,8	6,7	6,5	3,5	3,5	6,8	7,1	3,6	3,8

Source :

* *Prévisions d'automne (novembre 2019)*

** *World Economic Outlook (avril 2019)*

*** *Perspectives économiques (mai 2019)*

**** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statis*

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

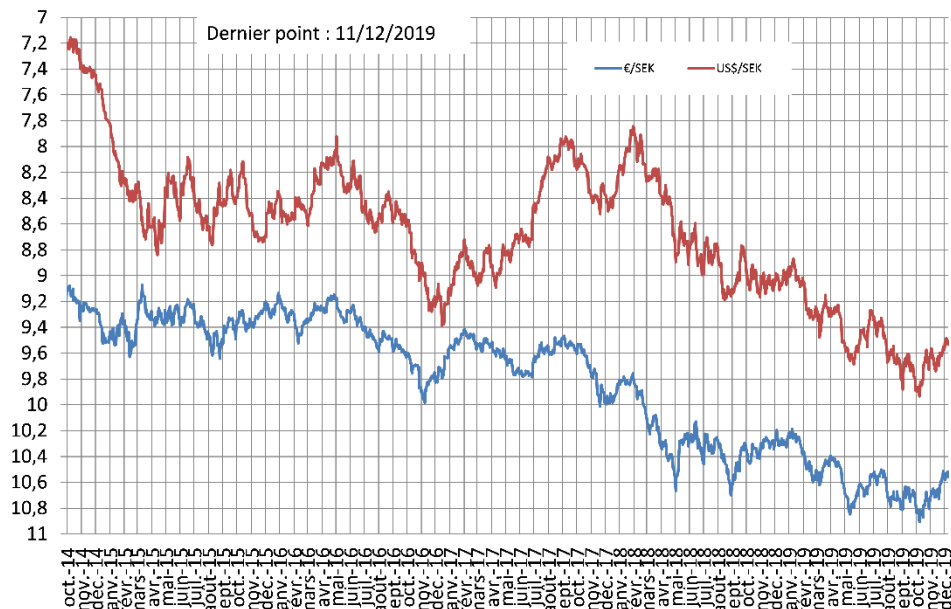
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

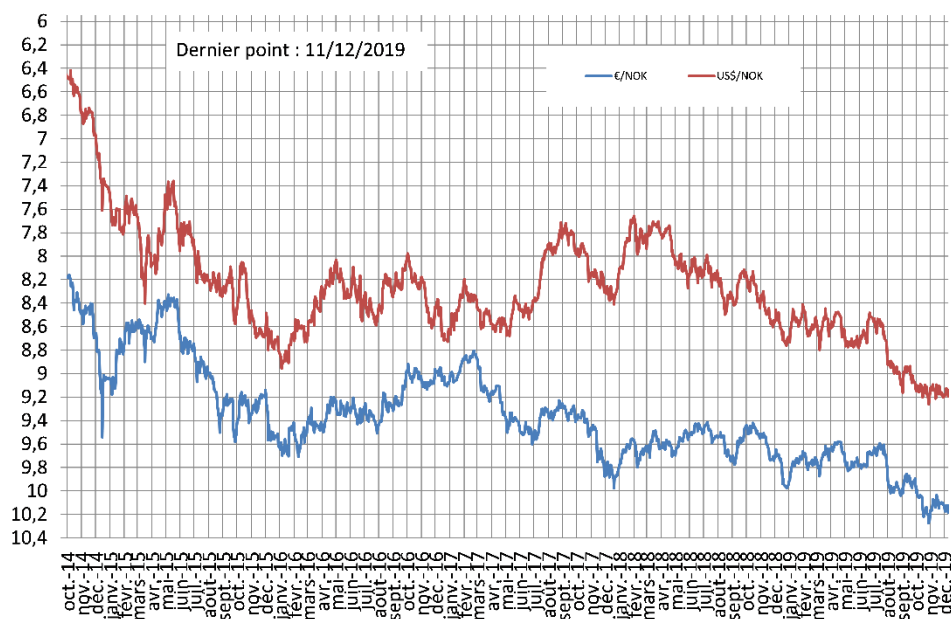


3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à eric.duedal@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Eric Duedal (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Economique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, R. Duvernay, B. Valilou), Helsinki (P. Pouliquen, L. Vihinen, J. Zribi), Oslo (B. Zanghellini, B. Mondy), de l'ambassade de France en Islande (G. Gallot, L. Courtade) et du Service Economique Régional de Stockholm (F. Lemaitre, R. Saudrais, J. Grosjean, F. Caudron).